stimulant pour la science politique, en particulier dans le croisement entre approche cognitive des politiques publiques et pensée politique.

Réjane SÉNAC

Renvois :

Représentation, Agenda/Mise à l'agenda, Citoyenneté, Démocratie, Élites, Europe/Européanisation, Politiques publiques.

Références essentielles :

DALHLERUP (Drude) (ed.), *Women, Quotas and Politics*, Londres, Routledge, 2006.

FRANCESCHET (Susan), KROOK (Mona Lena) et PISCOPO (Jennifer M.) (eds), *The Impact of Gender Quotas*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

International Feminist Journal of Politics, 2008, 10 (3), p. 322-386.

KROOK (Mona Lena), *Quotas for Women in Politics. Gender and Candidate Selection Reform Worldwide*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

SÉNAC-SLAWINSKI (Réjane), *La Parité*, Paris, PUF, 2008.

* * *

RELATIONS INTERNATIONALES

Les études de genre s'intéressent aux relations internationales depuis les années 1980. À l'époque, le contexte semblait favorable à l'innovation théorique, marqué d'une part par la contestation des approches qui avaient dominé la discipline pendant la guerre froide

– notamment les courants réalistes et marxistes –, et d'autre part par l'apparition des paradigmes que nous connaissons aujourd'hui : théories libérales, transnationales, constructivistes, radicales, etc. (Battistella, 2012). Pourtant, le dialogue entre les études de genre et les internationalistes *mainstream* a longtemps été « difficile » (Tickner, 2001 : x), peut-être du fait que les études de genre sont apparues à l'extérieur du champ académique des relations internationales et qu'elles ont immédiatement nourri un point de vue critique vis-à-vis du caractère scolastique et autoréférencé de la discipline. Pour reprendre l'expression d'Anna Agathangelou, la problématique du genre devait permettre de jeter un pont entre la réflexion sur la politique internationale et les « expériences vécues » (*lived experiences*) par tout un chacun, et notamment par les femmes (Agathangelou, 2002 : 142). Les études de genre ont cependant fini par trouver leur place dans ce champ aux côtés d'autres études sociologiques (Bigo, 2004) et des approches « critiques » (postcoloniales, poststructuralistes, postmodernistes, etc.).

Nous présentons dans cette notice les deux grands moments de la « conversation » évoquée par Ann Tickner (2001) : les études de genre ont commencé par formuler une critique « féministe » de la théorie réaliste des relations internationales, avant de faire des propositions théoriques plus « positives » dans le contexte du « tournant critique » susmentionné.

LA CRITIQUE FÉMINISTE DE LA THÉORIE RÉALISTE

« Dans sa critique des études de sécurité, la théorie féministe s'attaque au réalisme en révélant les biais de genre qui le structurent » (Blanchard, 2003 : 1305). De fait, les études de genre se sont appuyées sur le tournant « constructiviste » (Checkel, 1998) ou « réflexif » (Battistella, 2012) en relations internationales pour

relever que les fondements de la théorie réaliste ne sont pas neutres. Plus précisément, elles ont souligné que cette théorie repose sur des prémisses reflétant le caractère patriarcal des sociétés où elle a été produite. Cet argument vaut pour tous les éléments de la théorie réaliste, à savoir ses objets, ses méthodes et ses concepts clés.

En ce qui concerne le choix des objets, Éric Blanchard a écrit que la théorie réaliste est « un discours patriarcal qui rend les femmes invisibles au niveau de la *high politics* des relations internationales » (Blanchard, 2003 : 1292). Comme l'atteste le titre d'un célèbre ouvrage de Kenneth Walz – *Man, the State and War* (1959) –, il est en effet très peu question des femmes dans les écrits réalistes. Partant de ce constat, de nombreux travaux inspirés par les études de genre se sont efforcés d'éclairer ce point aveugle. Ils ont notamment formulé les questions suivantes : pourquoi les formes les plus brutales de l'exploitation capitaliste touchent-elles majoritairement les femmes (Chin, 1998) ? Quelle est la place des rapports de genre dans la globalisation (Agathangelou, 2002) ? Pourquoi la notion de fin de guerre ne fait pas sens pour les nombreuses femmes confrontées à des armées d'occupation (Enloe, 2000) ? L'apport des études de genre ressemble ici à celui qui a été le leur dans d'autres champs de la science politique : elles ont permis de déplacer le regard vers des questions que les principales théories ne se posent pas car elles se situent en dehors de leur référentiel.

Sur le plan épistémologique, les études de genre ont relevé que le réalisme – ou plutôt le néoréalisme (Keohane, 1986) – s'est développé à partir des années 1960 en s'appuyant sur une approche « positiviste » (Tickner, 1997). Selon cette approche, la scientificité d'un discours se mesure à sa capacité à produire des hypothèses falsifiables et non falsifiées par leur mise à l'épreuve empirique. Les études de genre ont critiqué cette épistémologie positiviste en

relevant, après Robert Cox et Richard Ashley, qu'elle rend impossibles l'objectivation des processus de construction de la réalité et, par conséquent, la critique de l'ordre existant (Ashley, 1981 ; Cox, 1986 [1981] ; Tickner, 1987). Partant de ce constat, les internationalistes travaillant sur le genre ont fait leur la maxime (postpositiviste) du « pluralisme méthodologique ». Ils ont utilisé une grande variété de méthodes – quantitatives mais également et surtout compréhensives et socio-historiques – pour mettre au jour les principaux mécanismes de la domination de genre (Tickner, 2005 : 2).

Enfin, les études de genre ont relevé que les notions ou concepts que la théorie réaliste manipule ne sont pas opératoires pour penser le sort des femmes et celui de nombreux autres êtres humains. Cette remarque vaut pour les concepts de sécurité, de puissance ou encore d'État. On se contentera cependant ici de quelques commentaires relatifs à celui de sécurité. Le concept réaliste de sécurité a un double référent explicite : le citoyen (abstrait) d'une part et l'État d'autre part, étant entendu que ce dernier pourvoit à la sécurité du premier. Ce constat a conduit de nombreux analystes et praticiens des relations internationales à proposer un élargissement du concept aux notions de sécurité économique, environnementale ou encore humaine (Croft et Terrif, 2000 ; Jones, 1999 ; Muttimer, 1999). Comme le remarque Éric Blanchard, « les incursions féministes dans le champ des relations internationales se situent plutôt du côté de ceux qui plaident pour un élargissement du concept de sécurité » (Blanchard, 2003 : 1292).

Plus précisément, les études de genre ont affiné la critique théorique du concept réaliste de sécurité en observant que son référent implicite est un homme ou plus précisément un être constitué par des normes associées à la masculinité. Ce point ressort notamment de l'examen de la philosophie politique – principalement hobbésienne et machiavélienne – qui sous-tend la théorie réaliste

classique. S'appuyant sur les lectures féministes de Thomas Hobbes et Nicolas Machiavel, Rebecca Grant a par exemple montré que le citoyen imaginé par la théorie réaliste sait faire face à la peur en opposant, notamment, une *virtù* masculine à la *fortuna* féminine (voir Blanchard, 2003 : 1293). De plus, « la théorie politique empruntée par la discipline des relations internationales postule une division sphère domestique / sphère internationale qui relègue les femmes en dehors du champ politique » (*ibid.* : 1293).

Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que les politiques publiques pensées à partir du cadre réaliste contribuent si peu à la sécurité des femmes (Kronsell et Svedberg, 2012). L'étude de Katharine Moon (1997) sur les réseaux de prostitution qui entouraient les bases américaines en Corée du Sud dans les années 1970 illustre cette idée. Après avoir remarqué que ces réseaux furent mis en place avec la complicité du gouvernement américain, Katharine Moon note avec ironie que l'État fédéral américain a peut-être contribué à la sécurité de quelques citoyens abstraits en défendant ses intérêts jusqu'en Corée mais certainement pas à celle des travailleuses du sexe.

Dans son récent ouvrage intitulé *Frames of War*, Judith Butler a poursuivi cette critique du concept réaliste de sécurité en observant que les États distribuent très inégalement la sécurité. À travers les guerres qu'ils mènent – guerres au sens propre comme au sens figuré de « guerre aux sans papiers » ou « guerre aux immigrés » –, « ils maximisent la précarité pour certaines populations et la minimisent pour d'autres » (Butler, 2010b : 3). Judith Butler observe que ce cadrage (*framing*) sélectif de la sécurité est très puissant. Il explique par exemple pourquoi nous ne sommes pas affectés de la même manière par les morts provoqués par des attentats suicides et par ceux – pourtant très nombreux (Battistella, 2011 : 21) – causés par la violence d'État moderne (Asad, 2007 ; Butler, 2010b : 40).

On le voit, les études de genre ont apporté une contribution significative à la critique de la théorie réaliste. Cette critique systématique est également « radicale » ou « réflexive » au sens de Dario Battistella (2012) dans la mesure où elle appréhende cette théorie comme un élément constitutif de la politique internationale – une idéologie en somme – plutôt qu'un instrument destiné à la décrire.

L'APPORT DU GENRE AUX THÉORIES CRITIQUES

Les études de genre ont trouvé une place au seuil (*at the edge*) (Darby, 1997) de la discipline des relations internationales, au sein de ce que l'on appelle les approches critiques (Edkins et Vaughan-Williams, 2009). Celles-ci ont émergé au début des années 1980 pour dénoncer le manque de réflexivité des principales théories des relations internationales (Ashley, 1981 ; Cox, 1986). Outre les études de genre, plusieurs courants les ont alimentées : les études postcoloniales (Smouts, 2007), postmodernistes (Shilliam, 2010) ou poststructuralistes (Edkins, 1999). Au-delà des querelles de chapelle, ces approches partagent une même épistémologie postpositiviste et un même projet théorique : mettre au jour les rapports de pouvoir et de domination qui structurent la politique internationale.

Ce point ressort, pour commencer, des travaux sur les dimensions genrées de la guerre. Ces études cherchent à comprendre pourquoi les personnes qui participent le plus directement à la guerre – les militaires, les stratèges, les chefs de guerre – sont majoritairement des hommes. Dans un premier temps, quelques chercheuses féministes ont avancé la thèse d'une causalité directe entre la surreprésentation des hommes dans le domaine dit de *high politics* et la propension à faire la guerre (Ruddick, 1989). Cette interprétation

essentialisante a été sévèrement critiquée par nombre de spécialistes du genre pour des raisons à la fois tactiques, empiriques et théoriques.

Sur le plan tactique, bell hooks (1995) a relevé que ce discours qui attribue aux hommes une inclination naturelle pour la guerre reproduit la domination masculine en suggérant que les femmes ne seraient pas capables d'affronter des situations de crise. Selon elle, il importerait au contraire de marteler que les femmes ne sont pas moins douées pour penser, décider et faire la guerre si l'on veut leur ouvrir les portes des cercles de décision.

D'autres recherches ont ensuite souligné que la thèse des féministes qui attribuent aux femmes un penchant naturellement pacifique ne résiste pas à l'examen empirique : de Indira Gandhi à Condoleezza Rice en passant par Margaret Thatcher, de nombreuses femmes ont fait preuve d'un rapport pour le moins « normal » à la problématique de la guerre. Au-delà de ces cas particuliers, Marc Boyer et Mary Caprioli ont cherché à déterminer si les pays où les inégalités dans les rapports domestiques de genre sont les plus prononcés sont aussi les plus bellicistes (Boyer et Caprioli, 2001). Pour ce faire, ils se sont appuyés sur des données du International Crisis Behavior Project[94] et divers indicateurs statistiques sur les rapports hommes/femmes dans la sphère domestique. Leur étude conclut à l'absence de relation significative entre ces deux variables.

Enfin, les études de genre ont souligné que cette posture théorique essentialisante est incapable de saisir la dimension « socialement construite » de la guerre. Ce point ressort de l'étude de Cynthia Enloe sur la construction de ce qu'elle appelle les « identités de genre militarisées » (*militarized gender identities*) (Enloe, 2000). Construits en temps « normal » (de paix), les rôles de genre se

94. *Voir en ligne sur : http://www.cidcm.umd.edu/icb/*

trouvent exacerbés au moment où les machines guerrières se mettent en branle. Par exemple, un État en guerre ne se contentera pas d'appeler ses citoyens hommes à venir défendre la « mère » patrie ou venger le « père » mort lors de la dernière guerre. Il rappellera également aux femmes qu'une « bonne mère » ne pleurera pas trop longtemps son fils mort au combat, qu'une « bonne épouse » attendra d'autant mieux son mari qu'elle travaillera dans les usines, qu'une « bonne sœur » se montrera solidaire de son frère en devenant infirmière dans un hôpital militaire, etc. En résumé, l'étude de Cynthia Enloe nous montre que l'opposition masculin/féminin fonctionne comme une matrice d'organisation et, par conséquent, de légitimation de la guerre.

De nombreuses recherches centrées plus spécifiquement sur les organisations militaires ont confirmé cette thèse. En tant que « bras droit de l'État » (Bourdieu, 1998), les organisations militaires promeuvent des représentations, des normes et des valeurs associées à la masculinité. À ce propos, l'image proposée par Robert Kagan pour expliquer la différence entre les budgets militaires états-uniens et européens est tout à fait éloquente. La phrase « Les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus » (Kagan, 2003) est couramment citée pour illustrer l'idée d'une frilosité (malheureuse) de l'Europe en matière de dépenses militaires (Kanet, 2008). Cette phrase traduit plutôt une vision du monde qui valorise les notions masculines de force (Tickner, 2001), de confiance en soi (Butler, 2010b) ou encore de capacité à l'abstraction (Cohn, 1987).

On le voit, la plupart des recherches structurées par une perspective de genre convergent vers un même diagnostic : les guerres prennent racine dans le discours genré et hétéronormatif qui voit dans l'opposition hiérarchisée masculin/féminin la grande matrice d'organisation du monde et de formatage des comportements.

Ce diagnostic n'est pas sans rapport avec l'idée selon laquelle il importerait de penser la domination à l'intersection des questions de genre, de race et de classe.

Afin de mettre au jour les mécanismes de domination qui structurent la politique internationale, les études de genre se sont alliées avec les études postcoloniales, postmodernistes et post-structuralistes pour sensibiliser le champ des relations internationales aux réflexions sur l'intersectionnalité des relations de pouvoir (Amos et Parmar, 2005 ; hooks, 1995 ; Mohanty *et al.*, 2008). Ces réflexions partent de l'idée que les grands facteurs explicatifs de la domination – la classe, la race et le genre – ne sont pas des essences ou des caractéristiques intangibles attachées aux êtres humains. Ce sont au contraire des construits sociaux et historiques dont les « énoncés » – au sens de Michel Foucault – ne prennent sens que dans un rapport d'intertextualité.

Pour commencer, plusieurs auteur.e.s ont cherché à comprendre comment les relations de genre, de race et de classe se nouent dans des contextes particuliers. Cet intérêt pour le local découle en partie d'un scepticisme vis-à-vis des grandes synthèses critiques des générations précédentes et de leur occidentalisme déguisé. Par conséquent, les théoricien.ne.s de l'intersectionnalité ont plutôt focalisé leur attention sur d'autres régions du monde – l'Europe centrale et orientale, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Sud – ou sur les rapports Nord-Sud.

Les travaux d'Anna Agathangelou sur la « sexualisation » de la globalisation illustrent l'intérêt de ce type d'approche pour l'étude des relations transnationales (2002). Étudiant la situation des travailleuses domestiques ukrainiennes et roumaines immigrées en Turquie, en Grèce et à Chypre, elle observe que ces femmes subissent une exploitation économique capitaliste extrême matérialisée par

la dissipation de la frontière entre travail domestique et prostitution. Son enquête révèle que les bénéficiaires de cette relation économique d'exploitation (se) représentent ces femmes comme « absolument autres » : 1) en termes de classe, c'est-à-dire pauvres et par conséquent « heureuses de pouvoir arrondir leurs fins de mois grâce à quelques travaux supplémentaires » ; 2) en termes de race, la racialisation opérant alors comme une matrice d'assignation des rôles dans « l'économie du désir » ; 3) en termes de genre, c'est-à-dire d'une féminité réduite à la notion de « beauté et de sexualité marchandable » (*ibid.* : 161). En résumé, l'enquête d'Anna Agathangelou révèle une matrice de domination où les notions de classe, de race et de genre s'imbriquent pour dépeindre ces femmes comme *absolute others*, c'est-à-dire des êtres exclus des rapports économiques classiques ou tout simplement humains.

L'intérêt des partisan.e.s de l'intersectionnalité pour l'historicisation des observations n'a pas empêché quelques tentatives de synthèse. La principale est le fruit d'une rencontre entre les théories de l'intersectionnalité et de la postmodernité, motivée par un constat relativement simple : de nombreuses matrices d'organisation et de classification du monde sont des produits de l'époque moderne et du grand récit de la modernité. C'est notamment le cas des énoncés constitutifs du sujet moderne, à savoir les distinctions masculin/féminin, personne blanche/de couleur, rationnel/irrationnel, occidental/oriental, civilisé/barbare, etc. (Said, 1979). Pour les théoricien.ne.s postmodernistes de l'intersectionnalité, ces couples notionnels sont autant de faces d'une même médaille. Ils s'interpellent et se répondent pour organiser le monde en deux catégories : les modernes et ceux qui ont vocation à le devenir – ou à disparaître (Persaud, 2002). Dans ce contexte, le principal apport des théories de l'intersectionnalité a consisté à mettre en évidence que les missions civilisatrices européennes prennent régulièrement

pour « objet » un même archétype, que Gayatri Spivak (1988) a appelé « la femme de couleur victime de l'homme de couleur ».
Cette figure a pris plusieurs visages au cours de l'histoire : celui des femmes de l'Inde précoloniale brulées vives avec le corps de leur défunt mari (Spivak, 1988), celui des femmes vietnamiennes ou afghanes aux doigts maquillés mutilés par les vietcongs ou les talibans (Ayotte et Husain, 2005), ou, plus récemment, celui des femmes violées par les milices de Mouammar Kadhafi[95]. Dans chaque cas, cette situation appelait l'intervention d'« hommes blancs sauvant les femmes de couleur des hommes de couleur » (Spivak, 1988 : 93).
Pour les penseurs de l'intersectionnalité, la reproduction de cet archétype dans des contextes historiques si différents n'est pas seulement la conséquence de la paresse de conseillers en communication ne sachant pas comment vendre leur guerre. L'énoncé relevé par Gayatri Spivak – d'« hommes blancs sauvant les femmes de couleur des hommes de couleur » – est un acte de langage doublement performatif. Premièrement, cet énoncé agit sur le monde en donnant un sens à une nouvelle réalité lourdement matérielle : la guerre coloniale, la colonisation, l'œuvre civilisatrice, les guerres humanitaires, etc. Deuxièmement, cet énoncé prive les « subalternes » de la parole (Spivak, 1988) et de la représentation (Said, 1979). Ce faisant, il les « désubjectifie » (Fanon, 2002 [1961]) et les « démoralise en présentant leur résistance comme futile » (Hobson, 2007 : 93).

95. *Voir en ligne sur : http://www.lepoint.fr/monde/libye-des-femmes-brisent-le-tabou-du-viol-devant-des-enqueteurs-de-la-cpi-01-12-2011-1402774_24.php*

Force est de constater que les études de genre ont fini par trouver une place dans la discipline des relations internationales et dans les départements académiques prenant la politique internationale comme objet. Ainsi, Ann Tickner fut deux ans présidente de la International Studies Association. Par ailleurs, des auteures comme Gayatri Spivak ou Judith Butler se sont installées comme des figures majeures du débat universitaire sur la politique internationale aux États-Unis. Ce succès relatif s'explique sans doute par le fait que les études de genre sont allées bien au-delà de leur premier projet intellectuel : mettre au jour les points aveugles sexistes des principales théories des relations internationales et réhabiliter les femmes comme actrices et victimes de la politique internationale. En effet, elles ont contribué à la pluralisation épistémologique et théorique de la discipline, n'en déplaise aux épigones de Karl Popper comme Robert Keohane (1989).

Mathias DELORI

Renvois :

Mondialisation, Conflits armés, Migrations, Nation/Nationalisme, Développement.

Références essentielles :

BUTLER (Judith), *Frames of War. When is Life Grievable ?*, Londres, Verso, 2010.
DARBY (Philip), *At the Edge of International Relations. Postcolonialism, Gender and Dependency*, Londres, Pinter, 1997.
ENLOE (Cynthia), *Manœuvers : The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 2000.